

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 5 DÉCEMBRE 1922.

Projet de loi

relatif aux statuts de la Société anonyme belge d'exploitation de la navigation aérienne.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

I. — IMPORTANCE DE L'AVIATION DE TRANSPORT.

Tous les gouvernements se préoccupent du développement de l'industrie des transports aériens, parce qu'ils y voient un facteur important de la prospérité économique intérieure et un stimulant efficace des relations internationales. La Belgique, placée par sa situation géographique au nœud des grands courants internationaux de transport, ne peut s'en désintéresser, et il est urgent qu'elle affirme à cet égard une politique précise et agissante.

Des considérations d'ordre militaire renforcent cette nécessité primordiale. Chacun prévoit le rôle considérable que l'aviation remplirait en cas de conflit. Il n'est pas possible, pour des considérations budgétaires d'avoir « en stock » dès le temps de paix le matériel énorme que requiert en temps de guerre la flotte aérienne; au surplus, les progrès de la science sont tels que ces « stocks » se démoderaient rapidement et perdraient toute valeur; enfin, l'avion qui ne vole pas se détériore presque aussi rapidement qu'un appareil en service.

L'existence d'une aviation civile de transport s'impose donc à un double titre : comme réserve de matériel — principalement pour l'aviation de bombardement — et comme réserve de personnel, en permettant à l'armée de compter sur le rappel de pilotes entraînés et expérimentés.

Enfin, aux colonies, le raisonnement comme l'expérience montrent le rôle considérable que l'aviation doit remplir et les services qu'elle est à même de

rendre. L'expérience faite, à l'initiative de S. M. le Roi, au Congo, par la création de la ligne aérienne Roi Albert est décisive.

Mais l'aviation civile de transport sera incapable pendant un certain temps encore de subsister par elle-même et de se développer. Il est impossible actuellement d'assurer une rémunération aux capitaux qui s'y engagent et même de créer des entreprises autonomes viables. L'intervention de l'État est donc indispensable.

II. — MODALITÉS DE L'INTERVENTION DE L'ÉTAT.

En attendant que les progrès de l'aviation — lents mais sûrs — remédient à cette situation, il faut donc qui se manifeste l'appui financier de l'État. Nombreuses sont les modalités par lesquelles on peut considérer qu'il doit se manifester.

En Belgique, en 1920, la Société Nationale pour l'Étude des Transports Aériens (S. N. E. T. A.) entreprit l'exploitation, à titre d'essai, de lignes aériennes. Dès l'été de 1921, les lignes Bruxelles-Paris, Bruxelles-Londres, Bruxelles-Amsterdam, créées avec des moyens assez rudimentaires, fonctionnèrent de façon heureuse.

Elles furent subsidiées, d'août 1920 à juin 1922. Au début, des primes furent données à l'heure-vol ou au kilomètre-vol, ainsi qu'il se faisait en France. Mais ce système ne donnait à la société aucun intérêt au développement effectif de ses transports en voyageurs ou en marchandises : et l'on ajouta donc, à partir de l'été de 1921 des primes à la recette effectuée.

Mais ce système est à nos yeux susceptible de graves critiques. Et nous avons pensé qu'il y avait lieu d'y renoncer, en substituant au régime appliqué jusqu'ici celui qu'institue le présent projet de loi.

Il est à remarquer qu'au Congo, la ligne Roi Albert a nécessairement des ressources mises à sa disposition par le Souverain et prélevées sur le Fonds Spécial.

III. — ÉCONOMIE DU PROJET.

Le projet consiste essentiellement dans la constitution d'une société dans la formation de laquelle l'État prend une part telle qu'il dispose de la majorité aux assemblées générales, tout en s'associant les capitaux privés, surtout à raison des capacités financières et techniques dont ces capitaux assurent le concours et des possibilités administratives qui résultent de la forme commerciale donnée à l'association. L'administration sera dirigée par les intéressés particuliers, mais placée sous le contrôle étroit des représentants de l'État. Celui-ci donnera sa garantie à l'emprunt nécessaire pour l'acquisition du matériel ; il fera l'avance des déficits d'exploitation, mais le matériel sera grevé d'un privilège pour la sûreté de l'emprunt et les sommes avancées devront être partiellement remboursées avant toute distribution de bénéfices. Enfin, le jour où par les progrès de la science, l'affaire tendrait à devenir rémunératrice, l'État touchera une part des bénéfices corres-

pendant aux capitaux qu'il engage, à l'appui qu'il donne, aux risques qu'il assume.

Ce système, ainsi sommairement défini, présente entre autres avantages, sur le système des subsides, celui de la stabilité : le subside est annuel, la société est constituée pour trente années.

Exposons-en sommairement le mécanisme.

Comme il s'agit d'une entreprise d'intérêt national, l'État et la Colonie ont participé à la formation du capital de 6 millions à concurrence de moitié. Cette manière de procéder réduit la somme à souscrire par des banques ou des particuliers, somme qui sera improductive pendant un assez grand nombre d'années. L'État et la Colonie reçoivent en outre 17,000 actions de dividende sur 24,000.

Cette participation a pour effet d'instituer le contrôle financier de l'État, qui sans cela n'aurait été que d'ordre administratif, tout en laissant à la société son caractère industriel. Bien que l'État n'ait qu'une minorité d'administrateurs, le veto d'un seul de ceux-ci fait rejeter toute mesure qui serait jugée contraire aux intérêts de l'État.

L'État est aussi représenté dans le Collège des commissaires. Enfin, rappelons qu'il possède la majorité à l'assemblée des actionnaires.

Le contrôle est donc assuré d'une manière absolument stricte.

D'autre part, la société, en cas de bénéfice, et, après avoir distribué un intérêt récupérable de 6 p. c. à ses actions privilégiées (dont l'État possède la moitié) et un superdividende éventuel de 2 p. c. pour l'année en cours, doit ristourner le surplus des bénéfices à l'État à concurrence d'une grande partie des avances faites par celui-ci.

Le projet limite l'intervention de l'État à des sommes annuelles fixées provisoirement jusqu'en 1926; le montant en a été établi après avoir pris l'avis des techniciens compétents.

La société achètera son matériel volant, dont le prix est très élevé, au moyen du produit d'émission d'obligations dont l'intérêt et le remboursement seront garantis par l'État.

Il a paru cependant nécessaire de ne pas adopter pour l'assistance financière la même formule pour la Colonie que pour la Belgique. Il entre dans les intentions de la société, d'accord avec la Colonie, de créer une ligne aérienne réunissant Kinshasa, c'est-à-dire le Bas-Congo, au Katanga. Actuellement ce trajet demande un temps très long, environ quarante-cinq jours, et on a intérêt à acheminer le courrier par la voie maritime jusqu'au Cap et ensuite par les chemins de fer Rhodésiens, plutôt que par la voie intérieure congolaise. Par avion, on ira de Kinshasa au Katanga en deux jours.

La Colonie doit transporter annuellement plusieurs tonnes de courrier et de nombreux passagers entre ces deux points : elle sera donc un client important pour la société. Il a paru équitable de baser l'intervention sur la rémunération des services rendus par les lignes aériennes et de fixer annuellement la redevance à payer proportionnellement au tonnage transporté et aux kilomètres parcourus. La somme de 1,500,000 francs que prévoit la convention a été calculée en augmentant de 600,000 francs le coût des transports que la Colonie doit effectuer actuellement par la voie ordinaire, en rémunération du gain de temps réalisé par la voie aérienne.

Telle est, esquissée dans ses grandes lignes, l'économie du projet de loi qui est soumis à vos délibérations. Il résout pour la Belgique, de façon nouvelle, précise et logique, le problème de l'intervention financière de l'Etat dans la navigation aérienne internationale.

Le Ministre de la Défense Nationale,

ALBERT DEVÈZE.

Le Ministre des Colonies,

LOUIS FRANCK.



STATUTS

de la Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne,
Annexes à la loi du.....

Comparants,

1° L'État Belge, représenté par MM. les Ministres des Finances, de la Défense Nationale et des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, à ce dûment autorisés par la loi du.....

2° La Colonie du Congo Belge, représentée par M. le Ministre des Colonies, également autorisé par la précitée du.....

3° La Société Nationale pour l'Étude des Transports Aériens (S. N. E. T. A.) Société Anonyme, ayant son siège social à Bruxelles, à ce dûment autorisée par ses statuts, représentée par deux de ses administrateurs, savoir : M. Albert MARCHAL, Ingénieur, administrateur de la Banque d'Outremer, 25, rue du Beau Site, à Bruxelles, et M. Robert THYS, Ingénieur, administrateur de la Compagnie du Chemin de fer du Congo, 55, rue Paul Lauters, à Bruxelles.

STATUTS.

ARTICLE PREMIER. — *Dénomination.*

Il est formé par les présentes une société anonyme sous la dénomination de « Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne » (S. A. B. E. N. A.).

ART. 2. — *Siège social.*

Le siège social est établi à Bruxelles, rue Brédérode, n° 13.

Par décision du Conseil d'Administration dûment publiée, ce siège peut être transféré en tout autre endroit de Bruxelles, cette expression s'étendant à toutes les communes de l'agglomération bruxelloise.

Par décision du Conseil d'Administration, la Société peut établir des sièges administratifs, succursales et agences en Belgique, dans la Colonie du Congo belge ou à l'étranger.

ART. 3. — *Objet.*

La Société a pour objet l'exploitation de tous services publics ou privés, réguliers ou non, de transport par appareils à propulsion aérienne des voyageurs, des animaux vivants, des marchandises et des objets de correspondance, tant dans les limites du territoire belge et du territoire de la Colonie du Congo belge, qu'entre ces territoires et les pays étrangers; l'étude, l'acquisition, la gestion, l'entretien, l'exploitation, la vente, le remplacement, etc., du matériel de transport à

propulsion aérienne et autre utilisable dans la dite exploitation ; l'exploitation, dans les aérodromes affectés aux lignes régulières de transport aérien, des services terrestres correspondant aux besoins de la Société et, dans la mesure des possibilités, aux besoins des autres sociétés ou particuliers qui désireraient y recourir, services comprenant, entre autres, l'alimentation du matériel de transport en combustibles et lubrifiants, le dépannage, les secours, la réparation et l'entretien du matériel de transport, le transport par la voie de terre, entre les aérodromes et les villes, des voyageurs, des marchandises et des objets de correspondance ; l'exploitation de tous services annexes aux transports proprement dits, tel que photographie, cartographie, publicité, etc.

La Société peut faire toutes opérations commerciales, industrielles ou financières se rapportant directement ou indirectement, en tout ou en partie, à son but social tel qu'il est déterminé ci-dessus ou qui seraient susceptibles d'en faciliter ou d'en favoriser la réalisation.

Elle pourra, par voie de modification aux statuts, étendre son objet à toutes opérations ou entreprises industrielles, civiles ou commerciales relatives ou connexes, directement ou indirectement, à l'aéronautique et aux transports aériens.

Elle pourra, mais seulement moyennant une autorisation donnée par arrêté royal, s'intéresser dans d'autres entreprises, associations ou sociétés ayant un objet similaire ou connexe.

ART. 4. — *Durée.*

La Société est constituée pour une durée de trente ans prenant cours à dater de la signature du présent acte.

Elle pourra être prorogée successivement, par décision de l'assemblée générale des actionnaires, moyennant autorisation donnée par arrêté royal. Elle pourra être dissoute anticipativement. Elle pourra prendre des engagements pour un terme dépassant sa durée, mais seulement avec approbation par arrêté royal.

ART. 5. — *Capital.*

Le capital social est fixé à la somme de six millions de francs représentés par 12,000 actions privilégiées de cinq cents francs chacune. Il est créé, en outre, 24,000 actions de dividende sans désignation de valeur. Les actions privilégiées remboursées ou amorties seront remplacées par des actions de jouissance qui jouiront des mêmes droits et avantages que les actions privilégiées, sauf que le premier dividende récupérable de 6 p. c. ne leur sera pas attribué.

ART. 6. — *Apports.*

Il est effectué à la présente Société les apports ci-après spécifiés au sujet desquels les rapporteurs font les déclarations suivantes :

A. 1° L'État belge, représenté par M. le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes et Téléphones, accorde à la Société présentement constituée, pour toute sa durée, la concession exclusive du transport aérien en Belgique, de la

correspondance postale et des colis postaux tant en service intérieur qu'en service international ;

2° La Colonie représentée par M. le Ministre des Colonies accorde à la Société présentement constituée, pour toute sa durée, la concession exclusive des transports gouvernementaux par appareils à propulsion aérienne, de la correspondance postale, des colis postaux, des passagers et des marchandises sur toutes les lignes créées par la dite Société dans les territoires de la Colonie, tant pour le service intérieur que pour les services internationaux.

Des arrêtés ministériels fixeront les conditions des transports aériens à effectuer pour le compte de l'État belge et du Congo belge ;

3° L'État belge autorise la Société à user, par préférence aux autres, que les services de l'État, des installations terrestres constituant l'infrastructure des lignes aériennes, telles que aérodromes avec voies d'accès, abris pour matériel volant, installations postales, douanes, qu'il a créées ou pourra créer en Belgique.

La Colonie charge la Société d'établir au Congo aux frais de la Colonie, l'infrastructure des lignes auxquelles correspondront les recettes minima fixées par l'article 33. Ces travaux seront exécutés par la Société au prix coûtant à concurrence de 3 millions de francs. La Colonie restera propriétaire de l'infrastructure ainsi construite à ses frais.

L'État ou la Colonie resteront cependant libres de décider la suppression de certaines installations existantes sans que la Société soit fondée à réclamer de ce chef.

L'usage prévu plus haut ne pourra s'exercer si, pour des motifs d'ordre public, l'État ou la Colonie estiment devoir l'interdire en tout ou en partie.

L'usage de l'infrastructure, en Belgique, sera rémunéré par la Société conformément au tarif appliqué par l'État. Il sera gratuit dans la Colonie du Congo belge à charge par la Société d'entretenir l'infrastructure à ses frais.

4° L'État consent à assister la Société dans l'étendue des engagements tels qu'ils sont prévus aux articles 10 et 33 notamment à garantir des emprunts obligataires suffisants pour doter la Société du matériel volant nécessaire à ses exploitations. En rémunération de ces apports, il est attribué à l'État Belge 9,000 actions de dividende sans désignation de valeur.

5° La Colonie du Congo Belge fait apport à la Société présentement constituée des résultats des études qu'elle a poursuivies et qui ont eu pour objet la question des transports aériens au Congo. En rémunération de ces apports, il est attribué à la Colonie 2,000 actions de dividende sans désignation de valeur.

B. La Société Nationale pour l'Étude des Transports Aériens (S. N. E. T. A.) fait apport à la Société présentement constituée des résultats des études qu'elle a poursuivies et qui ont eu pour objet la question des transports aériens tant au Congo qu'en Belgique, de son expérience due aux essais commerciaux et industriels tel qu'il appert des documents et archives qu'elle apporte à la présente Société, du bénéfice de toutes conventions qu'elle peut, pour cet objet, avoir passées avec des tiers. En rémunération de cet apport, il est attribué à la S. N. E. T. A. qui accepte, 1,000 actions de dividende.

ART. 7. — *Souscriptions.*

Les 12.000 actions privilégiées ont été souscrites par les trois fondateurs à savoir :

- a) L'État Belge, représenté par M. le Ministre de la Défense Nationale 3.800 actions,
- b) la Colonie représentée par M. le Ministre des Colonies 200 actions,
- c) la Société Nationale pour l'Étude des Transports Aériens 6.000 actions.

Au cas où l'État Belge et la Colonie cesseraient d'être actionnaires par la réalisation de la totalité des actions qui leur sont attribuées, toutes les dispositions des présents statuts dérogeant au droit commun en matière de société anonyme seront caduques.

Douze mille actions de dividende sont attribuées titre pour titre aux souscripteurs des actions privilégiées.

Sur chacune de celles-ci, il a été fait, en présence du notaire et des témoins soussignés, pour compte et au profit de la Société, entre les mains de la Banque d'Outremer qui le reconnaît, un versement de 40 p. c., soit ensemble la somme de 2,400,000 francs.

Les versements ultérieurs à effectuer sur ces actions seront déterminés par le Conseil d'administration qui en fixera l'époque et le montant.

L'actionnaire qui, après un préavis de 15 jours signifié par lettre recommandée, sera en retard de satisfaire à cette obligation, devra verser à la Société les intérêts calculés à six pour cent l'an à dater du jour de l'exigibilité du versement.

Le Conseil d'administration pourra, en outre, après un second avis resté sans résultat pendant un mois, prononcer la déchéance de l'actionnaire et faire vendre ses titres en Bourse, sans préjudice au droit de lui réclamer le restant dû et des dommages-intérêts éventuels.

Le Conseil d'administration peut autoriser les actionnaires à libérer leurs titres par anticipation. Dans ce cas, il détermine les conditions auxquelles les versements anticipatifs sont admis.

ART. 8. — *Augmentation et réduction du capital.*

Le capital social pourra être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires délibérant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts. Lors de toute augmentation du capital faite autrement que par voie de fusion ou d'apport en nature, le Conseil d'administration déterminera les conditions et le taux d'émission.

Sauf décisions contraires de l'assemblée générale des actionnaires, les nouvelles actions à souscrire contre espèces seront offertes par préférence aux possesseurs des actions privilégiées au prorata du nombre de leurs titres. Le Conseil d'administration fixera les conditions et le taux auxquels les actions nouvelles seront ainsi offertes par préférence et le délai endéans lequel les actionnaires auront à se prononcer sur l'usage de leur droit de préférence.

Il décidera si le non-usage total ou partiel, par certains propriétaires de titres, de ce droit de préférence aura ou non pour effet d'accroître la part proportionnelle des autres.

ART. 9. — *Forme des actions. — Transferts.*

Toutes les actions privilégiées et de dividende resteront nominatives jusqu'à ce que le Conseil d'administration en autorise la conversion, en tout ou en partie, en titres au porteur, étant entendu que tous les actionnaires seront alors traités sur un pied d'égalité.

Aucun transfert d'action nominative ne pourra avoir lieu si ce n'est en vertu d'une décision spéciale pour chaque cession, du Conseil d'administration et au profit d'un concessionnaire agréé par lui. Les cessionnaires ne pourront être que des individualités juridiques belges ou des personnes physiques de nationalité belge.

ART. 10. — *Obligations.*

La Société pourra émettre, avec l'autorisation de M. le Ministre des Finances, des obligations hypothécaires ou autres dont les services d'intérêt et de remboursement seront garantis par l'État.

Le produit de l'émission des obligations faisant l'objet de cette garantie sera réservé à l'acquisition des appareils volants nécessaires aux exploitations ainsi que des approvisionnements initiaux habituels en pièces de rechange pour ces appareils.

Le type, le prix, le taux d'intérêt, le mode et l'époque de remboursement ainsi que toutes autres conditions d'émission d'obligations garanties par l'État seront déterminées par le Conseil d'administration, d'accord avec le Ministre des Finances.

Par application de la loi autorisant la création de la présente Société, le matériel volant de la Société sera affecté par privilège à la garantie du remboursement des obligations faisant l'objet de la garantie de l'État. La créance de l'État prendra rang après celles prévues par les 1^o, 2^o et 5^o de l'article 19 de la loi hypothécaire du 16 décembre 1851.

Le Conseil d'administration détermine le type, le prix, le taux d'intérêt, le mode et l'époque de remboursement, ainsi que toutes autres conditions d'émission d'obligations ne jouissant pas de la garantie de l'État.

ART. 11. — *Conseil d'administration.*

La Société est administrée par un Conseil composé de douze membres associés ou non, de nationalité belge, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans, par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle.

Deux des administrateurs seront nommés par l'assemblée sur la proposition du Ministre de la Défense Nationale, un autre sur celle du Ministre des Finances et un quatrième sur celle du Ministre des Colonies. Les autres administrateurs seront nommés par l'assemblée sur la proposition des actionnaires autres que

que l'État et la Colonie. La nomination de ces derniers administrateurs devra toutefois être agréée par le Ministre de la Défense Nationale.

Les premiers administrateurs resteront en fonctions jusqu'après l'assemblée générale ordinaire de 1928, laquelle procédera à leur réélection et, s'il y a lieu, à leur remplacement.

Chaque année, à partir de cette époque, deux administrateurs sortiront du Conseil, de manière que le mandat d'aucun membre ne dure plus de six ans. Le premier ordre de sortie sera déterminé par le sort. Les administrateurs sortant sont rééligibles.

Les administrateurs nommés sur la proposition de l'État et de la Colonie et présents à la réunion peuvent seuls ou ensemble opposer un veto suspensif à toute décision du Conseil d'administration lorsque cette décision leur paraîtra contraire aux intérêts de l'État ou de la Colonie dans leurs rapports avec l'activité de la Société ou aux nécessités d'ordre militaire. L'exercice de ce droit de veto suspendra les effets de la décision du Conseil d'administration. Seul l'État Belge ou la Colonie représenté par M. le Ministre de la Défense Nationale ou par M. le Ministre des Colonies selon le cas, pourra donner mainlevée de ce veto.

ART. 12. — *Délégués.*

Indépendamment des administrateurs nommés sur la proposition de l'État et de la Colonie, ceux-ci pourront nommer chacun un ou deux délégués qui seront convoqués et admis à toutes les réunions du Conseil d'Administration et du Comité permanent ainsi qu'aux assemblées générales des actionnaires et participeront aux délibérations avec voix consultative seulement. Ils seront tenus au secret professionnel pour ce qui concerne les affaires de la Société sauf à l'égard de l'État.

ART. 13. — *Direction.*

Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres autres que ceux qui représentent l'État Belge ou la Colonie un président ainsi qu'un administrateur délégué.

Il peut élire un vice-président.

Les fonctions de président, de vice-président et d'administrateur-délégué peuvent être cumulées.

Le Conseil peut nommer dans son sein un comité permanent composé d'un administrateur désigné par le Ministre de la Défense Nationale, de l'administrateur nommé sur la proposition du Ministre des Colonies, et de trois des administrateurs nommés sur la proposition des actionnaires autres que l'État et la Colonie.

Ce comité aura pour mission de préparer les décisions du Conseil d'administration, notamment en matière technique, sans qu'il puisse se substituer au Conseil dans l'exercice des pouvoirs que les présents statuts confèrent à ce dernier.

Le Conseil peut confier la direction de l'ensemble, de telle partie ou de telle branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, choisis dans

ou hors son sein, associés ou non. Il peut déléguer des pouvoirs spéciaux déterminés à tout mandataire.

Il fixe les pouvoirs, les attributions, les appointements ou indemnités des personnes mentionnées à l'alinéa qui précède. Il peut les révoquer en tout temps.

ART. 14. — Représentation.

La Société peut être représentée dans la Colonie du Congo Belge et en pays étranger soit par l'un de ses administrateurs, soit par un directeur, soit par toute autre personne spécialement désignée à cet effet par le Conseil d'administration.

Ce délégué est chargé, sous la direction et le contrôle du Conseil d'administration ou des personnes éventuellement désignées par ce dernier, de représenter les intérêts de la Société auprès des autorités de la Colonie du Congo ou du pays étranger et d'exécuter toutes les décisions du Conseil d'administration dont l'effet doit se produire dans ces pays.

ART. 15. — Convocation du Conseil.

Le Conseil d'administration se réunit sur convocation et sous la présidence de son président ou, en cas d'empêchement de celui-ci, du vice-président ou d'un administrateur désigné par ses collègues, chaque fois que l'intérêt de la Société l'exige et chaque fois que trois administrateurs au moins le demandent.

ART. 16. — Délibération du Conseil.

Sauf le cas de force majeure résultant de guerre, grève ou autre calamité publique, le Conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si deux au moins des administrateurs nommés sur la proposition de l'État ou de la Colonie et trois au moins des autres administrateurs sont présents ou représentés.

Tout administrateur empêché ou absent peut donner, par écrit ou télégramme, à l'un de ses collègues du Conseil délégation pour le représenter aux réunions du Conseil et y voter en son lieu et place. Le délégué est, dans ce cas, au point de vue du vote, réputé présent. Toutefois, aucun délégué ne peut ainsi représenter plus d'un administrateur.

Tout administrateur empêché ou absent peut également, mais seulement au cas où la moitié au moins des membres du Conseil sont présents en personne, exprimer ses avis et formuler ses votes par écrit ou télégramme.

Les facultés données aux administrateurs par les deux alinéas qui précèdent sont accordées aux commissaires pour les séances du Conseil général.

Toute décision du Conseil est prise à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du Conseil est prépondérante.

Si dans une séance du Conseil réunissant la majorité requise pour délibérer valablement, un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent en vertu de l'article 60 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres du Conseil, sauf ce qui est dit à l'article 14 quant au droit de vote que peuvent exercer les administrateurs nommés sur la proposition de l'État.

ART. 17. — Procès-verbaux.

Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux inscrits dans un registre spécial. Les délégations ainsi que les avis et votes donnés par écrit ou par télégramme y sont annexés.

Ces procès-verbaux sont signés par tous les membres présents à la réunion. Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président ou par deux des membres du Conseil.

ART. 18. — Pouvoirs du Conseil.

Le Conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration ou de disposition qui intéressent la Société.

Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi ou par les présents statuts à l'Assemblée générale ou au Conseil général.

Il a notamment le pouvoir de décider, de sa seule autorité, toutes les opérations qui rentrent dans l'objet social ainsi que tous apports, cessions, souscriptions, commandites, associations, participations ou interventions financières relatifs aux dites opérations.

Il peut, entre autres, recevoir toutes sommes et valeurs, prendre ou donner à bail ou sous-louer, acquérir, aliéner ou échanger tous biens, meubles et immeubles; acquérir, exploiter, affermer ou céder toutes concessions de quelque nature que ce soit; acquérir, exploiter ou céder toutes marques de fabrique, tous brevets ou licences de brevets; contracter tous emprunts, sous réserve des conditions fixées par l'article 10, obtenir toutes ouvertures de crédit en banque; consentir tous prêts, consentir et accepter tous gages et nantissements, toute hypothèque avec stipulation de voie parée; renoncer à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires; donner main-levée de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions et autres empêchemens; dispenser de toute inscription d'office, le tout avant ou après paiement; traiter, plaider tant en demandant qu'en défendant, transiger et compromettre; régler l'emploi des fonds de réserve ou de prévision; l'énumération qui précède étant énonciative et non limitative.

C'est le Conseil d'administration également qui, sauf délégation qu'il aurait faite de ce pouvoir, nomme et révoque les agents, employés et salariés de la Société, détermine leurs attributions, fixe leurs traitements et émoluments ainsi que leurs cautionnements s'il y a lieu.

ART. 19. — Représentation en justice.

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies, au nom de la Société, par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son Président ou de l'administrateur délégué à cet effet.

Dans les pays où la Société aura un représentant officiel, les actions seront suivies par ou contre celui-ci.

ART. 20. — Collège des Commissaires.

Les opérations de la Société sont surveillées par cinq commissaires de nationalité belge, associés ou non. Trois sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires sur la proposition des actionnaires autres que l'État belge ou la Colonie. Les deux autres sont nommés sur la proposition des Ministres des Finances et des Colonies.

Ils sont nommés pour six ans et sont révocables par l'assemblée générale. Ils sont renouvelés en vertu d'un roulement déterminé par un tirage au sort.

ART. 21. — Cautionnements

Chaque administrateur affecte, par privilège, en garantie de l'exécution de son mandat, vingt actions. Le cautionnement de chaque commissaire est fixé à dix actions.

ART. 22. — Indemnités.

L'Assemblée générale peut allouer aux administrateurs, aux commissaires ainsi qu'aux délégués de l'État et de la Colonie une indemnité à porter au compte des frais généraux.

Le Conseil d'Administration est autorisé à accorder aux administrateurs et commissaires chargés de fonctions ou missions spéciales des indemnités à prélever sur les frais généraux.

ART. 23. — Signatures.

Tous actes engageant la Société, tous pouvoirs et procurations, à défaut d'une délégation donnée par une délibération spéciale du Conseil d'Administration, sont signés par deux administrateurs, lesquels n'ont pas à justifier, à l'égard des tiers, d'une décision préalable au Conseil.

Les actes relatifs à l'exécution des résolutions du Conseil d'Administration auxquels un fonctionnaire public ou un officier ministériel prête son concours, spécialement les actes de vente, d'achat ou d'échange d'immeubles, les actes de constitution de sociétés civiles ou commerciales, les procès-verbaux d'assemblées de ces sociétés, les mainlevées, avec ou sans paiement, sous renonciation à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires et les pouvoirs et procurations relatifs à ces actes sont valablement signés par deux administrateurs, lesquels n'ont pas à justifier, à l'égard des tiers, d'une décision préalable du Conseil.

Dans les succursales et agences et sauf le cas où le Conseil d'administration donne expressément pouvoir de signer seul à l'un des directeurs, agents ou fondés de pouvoirs, tous les actes constatant libération ou obligation sont signés par un Directeur et un fondé de pouvoirs ou par deux fondés de pouvoirs.

La Société n'est engagée et les actes accomplis en son nom ne sont valables que moyennant les signatures prescrites par le présent article.

ART. 24. — Assemblées générales.

L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Ses décisions régulièrement prises sont obligatoires pour tous, même pour les absents, incapables et dissidents. Elle se réunira de plein droit le 1^{er} octobre et, pour la première fois, en mil neuf cent vingt-quatre (1924), à 10 h 1/2 du matin, à Bruxelles ou dans l'une des communes de l'agglomération bruxelloise, à l'endroit désigné dans les avis de convocation. Si le 1^{er} octobre est un jour férié légal, l'assemblée générale aura lieu le jour ouvrable suivant.

Les assemblées générales extraordinaires se tiennent également à Bruxelles ou dans l'une des communes de l'agglomération bruxelloise, aux endroits indiqués dans les avis de convocation.

ART. 25. — Admission aux assemblées.

Les propriétaires d'actions nominatives sont admis aux assemblées moyennant justification de leur identité ; les propriétaires d'actions au porteur doivent, cinq jours avant la réunion, avoir déposé leurs titres dans l'un des établissements désignés dans l'avis de convocation. Les transferts d'actions nominatives sont suspendus pendant les quinze jours qui précèdent l'assemblée.

ART. 26. — Représentation aux assemblées.

Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée générale par un fondé de pouvoirs spécial, pourvu que celui-ci soit lui-même actionnaire et qu'il ait le droit d'assister à l'assemblée. Toutefois, les mineurs, les interdits, les sociétés commerciales et l'État belge peuvent être représentés par un mandataire non actionnaire et la femme mariée peut être représentée par son mari.

ART. 27. — Procuration.

Le Conseil d'administration peut arrêter la formule des procurations et exiger que celles-ci soient déposées, au lieu indiqué par lui, cinq jours francs au moins avant l'assemblée.

Les co-propriétaires, les usufruitiers et nus-propriétaires, les créanciers, les débiteurs gagistes doivent respectivement se faire représenter par une seule et même personne.

ART. 28. — Bureau des assemblées.

Toute assemblée générale d'actionnaires ou d'obligataires est présidée par le Président du Conseil d'administration ou, à son défaut, par le vice-président ou par un administrateur à ce délégué par ses collègues. Les autres membres présents du Conseil d'administration complètent le bureau.

Le Président désigne le secrétaire. L'assemblée choisit parmi ses membres deux scrutateurs.

ART. 29. — Droits de vote.

Chaque action privilégiée ou de dividende donne droit à une voix à l'assemblée générale. Par dérogation au deuxième paragraphe de l'article 74 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales et aussi longtemps que l'État sera actionnaire, chaque actionnaire pourra prendre part au vote à raison de la totalité des actions privilégiées et des actions de dividende dont il justifiera la possession.

Quel que soit le nombre d'actions représentées à l'assemblée, les décisions sont prises à la majorité absolue des voix pour lesquelles il est pris part au vote, sauf les cas spéciaux prévus par la loi sur les sociétés commerciales. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Les votes se font par main-levée ou par appel nominal, à moins que l'assemblée n'en décide autrement.

En cas de nomination, si aucun candidat ne réunit la majorité absolue, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus de voix. En cas d'égalité de suffrages à ce scrutin de ballottage, le plus jeune des candidats est élu.

ART. 30. — Procès-verbaux.

Les copies et extraits de procès-verbaux des assemblées générales, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le président ou par deux membres du Conseil d'administration.

ART. 31. — Modification aux statuts.

Toute modification aux dispositions d'ordre financier ou légal des présents statuts sera subordonnée à une autorisation ou à une approbation par une loi. Les autres modifications aux statuts devront être autorisées par arrêté royal.

ART. 32. — Bilan.

L'exercice social commence le 1^{er} janvier pour finir le 31 décembre de chaque année. Toutefois, le premier exercice social comprendra tout le temps écoulé depuis la date des présentes jusqu'au 31 décembre 1923.

Le Conseil d'administration a la plus absolue liberté pour l'évaluation au bilan des créances et des autres valeurs mobilières et immobilières composant l'actif social. Il établit ces évaluations de la manière qu'il juge la plus utile pour assurer la bonne gestion des affaires, la stabilité et l'avenir de la Société.

ART. 33. — Assistance financière de l'État et de la Colonie.

La Société présentement constituée assurera par priorité les transports du Gouvernement et des diverses administrations de la Colonie à concurrence de 48,500 tonnes-kilomètres pour chacune des années 1923 à 1927 inclusivement, en dix-sept voyages par année dans chaque sens, au minimum.

La Colonie payera mensuellement à la Société le prix de ces transports selon tarifs à convenir entre la Société et le Ministre des Colonies de telle façon que, pour chacune des années précitées, la recette de la Société du chef des dits transports et pour le tonnage ci-dessus visé atteigne 1,500,000 francs. Au cas où les voyages effectués n'atteindraient pas dans l'année le nombre indiqué ci-dessus, la somme de 1,500,000 francs serait diminuée proportionnellement.

Cette somme de 1,500,000 francs représente un minimum garanti par la Colonie à la Société, sans cependant que la Colonie soit tenue de verser à la Société, une somme supérieure aussi longtemps que les 45,500 tonnes-kilomètres annuelles ne se seront pas dépassées. Cette recette garantie sera toutefois diminuée de la recette procurée par des tiers à raison des transports dépassant le nombre de tonnes-kilomètres restant disponibles sur la capacité totale de transports des appareils volants après déduction des 45,500 tonnes-kilomètres ci-dessus, c'est-à-dire des tiers qui se substitueraient à la Colonie une fois le plein des appareils assuré par d'autres clients que la Colonie, dans le cas où la Colonie n'utiliserait pas la totalité du tonnage qui lui est réservé.

Chaque mois, il sera établi par le Conseil d'administration un compte de profits et pertes provisoire. S'il résulte de ce compte un solde déficitaire, l'État représenté par M. le Ministre de la Défense Nationale versera à la Société présentement constituée une somme égale à ce déficit, et ce dans les limites suivantes : l'ensemble des sommes ainsi versées par l'État ne pourra excéder la charge obligatoire faisant l'objet d'une garantie de l'État conformément à l'article 10 que des sommes ci-dessous fixées par année :

Pour 1923	fr. 2,400,000
— 1924	3,100,000
— 1925	3,100,000
— 1926	3,100,000
— 1927	3,100,000

En fin d'exercice l'on procédera à un redressement. Les sommes qui auront été versées par l'État en excédent sur le déficit réel lui seront immédiatement remboursées. D'autre part, l'État complètera éventuellement ces versements dans les limites indiquées ci-dessus jusqu'à concurrence de la perte totale de l'exercice.

Du montant définitif des versements faits par l'État pour chaque exercice, il sera déduit les frais de renouvellement du matériel volant ainsi que les frais des emprunts garantis par l'État conformément à l'article 10 (frais d'émission, d'intérêt et d'amortissement), ces frais d'emprunt étant préalablement réduits du montant des intérêts obtenus en banque sur la partie non utilisée du produit des emprunts. Le surplus sera porté en totalité au bilan, à titre de simple écriture d'ordre, sous la rubrique « Compte statuaire État ». Ce compte sera amorti au moyen des bénéfices ultérieurs comme il est dit à l'article 34.

Les frais de renouvellement dont la déduction est prévue au paragraphe précédent seront fixés forfaitairement dans les limites des sommes mentionnées ci-dessus par le présent article, pour les années 1923 à 1927, avant le commencement de chaque exercice social et pour cet exercice, par le Ministre de la Défense

Nationale après avis d'une commission comprenant deux délégués de l'État et un délégué de la Société sur la base des formules suivantes :

a) Pour les besoins du renouvellement d'avions complets pour cause d'usure normale, une quotité *a* pour cent du prix d'achat de l'avion correspondant et de son stock initial de rechanges par heure de vol effectuée ;

b) Pour les besoins des renouvellements prématurés nécessités par une cause quelconque : accident, revision, etc., une quotité *b* pour cent de la valeur d'achat de l'ensemble du matériel volant acquis au moyen du produit des émissions d'obligations dont il est question à l'article 10, déduction faite de la valeur du stock de rechange acquis au moyen de ce produit.

Pour l'exercice 1923 les quotités *a* et *b* ci-dessus sont fixées respectivement à un tiers et à trente-trois pour cent.

Au cours du premier semestre 1927, les Chambres fixeront les nouvelles limites de l'intervention financière de l'État et de la Colonie, tant en ce qui concerne les transports au Congo que la couverture du déficit annuel, pour une nouvelle période de cinq ans, en tenant compte des conditions techniques du moment ainsi que des résultats d'exploitation officiellement connus de plusieurs sociétés de transport aérien belges ou autres.

Il sera, dans la suite, procédé à l'établissement de nouvelles prévisions pour des périodes de cinq ans dans le courant du premier semestre de l'année qui précèdera chacune des dites périodes.

ART. 34. — Répartition.

L'excédent du bilan, déduction faite des frais généraux, charges sociales, dotation d'un fonds de prévoyance sociale, et amortissements nécessaires, constitue le bénéfice net.

Sur ce bénéfice, il est prélevé :

a) 5 p. c. pour former la réserve légale jusqu'à ce que celle-ci atteigne le dixième du capital social ;

b) la somme nécessaire pour payer à chaque action privilégiée entièrement libérée un premier dividende de trente francs et à chaque action privilégiée partiellement libérée le même dividende réduit proportionnellement à la quotité dont elle est libérée ; ce premier dividende sera récupérable, c'est-à-dire que, en cas d'insuffisance des bénéfices d'un exercice pour en assurer l'attribution, la somme nécessaire à cette attribution sera prélevée, avant toute affectation autre qu'à la réserve légale, sur les bénéfices nets des exercices ultérieurs.

Le surplus disponible est réparti, savoir :

a) Dix pour cent au Conseil d'administration, qui les répartit entre ses membres avec double part pour le président, l'administrateur délégué et les membres du Comité permanent, sans que ne puisse cumuler deux doubles parts ;

b) La somme nécessaire pour attribuer à chaque commissaire une part égale au tiers de la simple part des administrateurs ;

c) La somme nécessaire pour payer à chaque action privilégiée entièrement libérée un second dividende de dix francs et à chaque action privilégiée partiel-

lement libérée le même dividende réduit proportionnellement à la quotité dont elle est libérée ;

d) Cinq pour cent pour être mis à la disposition du Conseil d'administration en vue d'attribuer des gratifications au personnel de la Société sans que la présente disposition puisse être invoquée comme titre.

Le solde est versé à l'État belge à concurrence des sommes portées en « Compte statutaire État » selon l'article 33. Après amortissement de ce compte, le solde sera réparti également entre toutes les actions de dividende. Toutefois, le Conseil d'administration pourra proposer à l'assemblée générale un prélèvement préalable sur ce dernier solde au profit des fonds d'amortissement, de réserve extraordinaire ou de prévision.

ART. 35. — *Dividendes.*

Les dividendes sont payés aux endroits et aux époques à fixer par le Conseil d'administration.

Tous les dividendes non touchés dans les cinq ans de leur exigibilité sont prescrits et restent acquis à la Société. Ils sont versés au fonds de réserve égale.

ART. 36. — *Dissolution anticipative.*

La dissolution anticipative de la Société sera subordonnée à une autorisation ou à une approbation par une loi. Toutefois cette autorisation ou approbation ne sera pas nécessaire dans les cas suivants où soit l'État, soit les autres actionnaires pourront exiger la dissolution ;

1° Refus des Chambres législatives de voter les crédits nécessaires à l'exécution de l'article 33 ;

2° Réduction des armements entraînant la suppression de l'aviation militaire ;

3° Mobilisation de l'armée motivée par l'état de guerre.

ART. 37. — *Liquidation anticipée.*

Dans les cas de dissolution anticipative prévue par le 1° et le 2° de l'article 36, les actionnaires autres que l'État pourront exiger que celui-ci reprenne tout l'avoir et toutes les charges de la Société, y compris les frais de liquidation. Dans ce cas, l'État remboursera le montant libéré non amorti des actions privilégiées éventuellement majoré des dividendes récupérables correspondant aux trois derniers exercices sociaux et de l'intérêt à 6 p. c. l'an depuis la date du dernier bilan.

ART. 38. — *Liquidation.*

Dans tous les cas de dissolution non provoquée par l'État belge conformément à l'article 36 ainsi que dans les cas où les actionnaires autres que l'État belge n'useraient pas de la faculté que leur confère l'article 37, l'assemblée générale des actionnaires désigne le ou les liquidateurs, détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments et fixe le mode de liquidation. Dans les mêmes cas, après apurement

de toutes les dettes et charges, l'actif net sert tout d'abord à rembourser en espèces ou en titres le montant libéré non amorti des actions privilégiées.

Si ces actions ne se trouvent pas libérées toutes dans une égale proportion, les liquidateurs, avant de procéder à la répartition prévue par l'alinéa qui précède, doivent tenir compte de cette diversité de situation et rétablir l'équilibre en mettant toutes les actions sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds supplémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements préalables en espèces ou en titres au profit des titres libérés dans une proportion supérieure.

Le surplus disponible est réparti, savoir :

1° La somme éventuellement nécessaire pour attribuer aux actions privilégiées le premier dividende récupérable stipulé par l'article 34 à concurrence de la somme restant due à ces actions, *prorata temporis*, jusqu'au jour de la dissolution de la Société ;

2° Cinq pour cent pour être mis à la disposition du Conseil d'administration en vue d'attribuer des gratifications au personnel de la Société, sans que la présente disposition puisse être invoquée comme titre.

Le solde éventuel sera remis à l'État belge à concurrence du montant restant inscrit au compte statutaire État prévu par l'article 33. Le reste de ce solde sera réparti entre toutes les actions de dividende.

ART. 39. — *Élection de domicile.*

Pour l'exécution des présents statuts, tout actionnaire, administrateur ou commissaire élit, par les présentes, domicile au siège social où toutes communications, sommations, assignations ou significations peuvent lui être valablement faites.

ART. 40. — *Disposition transitoire.*

Une assemblée générale, tenue sans convocation ni ordre du jour préalable, immédiatement après la constitution de la Société, nomme les administrateurs et les commissaires pour la première fois, fixe leurs émoluments et peut statuer, dans les limites des statuts sur tous autres objets.

ART. 41. — *Frais.*

Les parties déclarent que le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élèvent approximativement à la somme de 80,000 francs.

Fait en expédition à Bruxelles, le

1922.

Le Ministre des Finances,

Le Ministre de la Défense Nationale,

Le Ministre des Colonies,

Le Ministre des Chemins de fer,

Marine, Postes et Télégraphes,

Société Nationale pour l'Étude des Transports aériens
deux administrateurs.



Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 5 DÉCEMBRE 1922.

Projet de loi relatif aux statuts de la Société anonyme belge d'exploitation
de la navigation aérienne.

ERRATA

Page 6, 5^e ligne, *lire* : Comprenant.

Page 6, article 6, 2^e ligne, *lire* : apporteurs, *au lieu de* : rapporteurs.

Page 9, article 9, 7^e ligne, *lire* : cessionnaire, *au lieu de* : concessionnaire.

Page 9, article 9, 8^e ligne, *lire* : physiques, *au lieu de* : physique.

Page 11, avant-dernière ligne, *lire* : veto, *au lieu de* : vote.

Page 17, article 34, 6^e ligne à partir du bas, *lire* : ... sans que nul puisse...,
au lieu de : ... sans que ne puisse...

Page 18, article 35, 5^e ligne, *lire* : légal, *au lieu de* : égale.

29)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 5 DECEMBER 1922.

Wetsontwerp

betreffende de standregelen der Belgische naamlooze vennootschap ter exploitatie van het luchtverkeer.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

1. — BELANG VAN HET VERVOER-VLIEGWEZEN.

Al de regeeringen wijden al hunne aandacht aan de ontwikkeling der nijverheid van het vervoer door de lucht — omdat zij daarin een gewichtigen factor zien voor den binnenlandischen economischen voorspoed, en een doeltreffenden spoorslag voor de internationale betrekkingen. België, dat wegens zijne aardrijkskundige ligging een kruispunt der groote internationale vervoerwegen is, mag er niet onverschillig voor blijven — en het is hoog tijd dat het daaromtrent een gepaste en handelende politiek voere.

Beschouwingen van militairen aard versterken die dringende noodzakelijkheid. Eenieder voorziet de gewichtige rol van het vliegwezen ingeval van conflict. Om begrootingsredenen is het niet mogelijk reeds in vredestijd het ontzaglijk materieel op te doen, dat de luchtvloot in oorlogstijd zou behoeven; bovendien maakt de wetenschap zulke rasse vorderingen, dat die « stocks » spoedig verouderd en waardeloos zouden zijn; ten laatste, een vliegtuig dat geen dienst doet, duurt niet veel langer dan een waarmede gevlogen wordt.

Het bestaan van een burgerlijken vervoer-vliegdiens is dus dubbel noodzakelijk: als reserve van materieel — vooral voor het bombardement-vliegwezen — en als reserve van personeel, daar het leger dan op de wederoproepping van geoefende en ervaren loodsen rekenen kan.

Eindelijk, toonen de gezonde rede en de ondervinding aan welke voorname rol het vliegwezen in de koloniën moet vervullen, en de diensten die het er kan bewijzen. De proefneming, die op aanstichting van Z. M. den

Koning in Congo werd gedaan, door het tot stand brengen van de Koning Albertlijn, is beslissend.

Doch de burgerlijke vervoer-vliegdiens zal nog een zekeren tijd onbekwaam blijven om op zich zelve te bestaan en uitbreiding te nemen. Voor 't oogenblik, is het onmogelijk eene vergelding te verzekeren van de kapitalen die er in belegd worden, en, zelfs, leefbare zelfstandige ondernemingen tot stand te brengen. De tusschenkomst van den Staat is dus onmisbaar.

II. — MODALITEITEN DER TUSSCHENKOMST VAN DEN STAAT.

In afwachting dat de vorderingen der vliegkunst — langzaam maar zeker — dien toestand verhelpen, moet de Staat dus zijn geldelijken steun verleenen. Er zijn talrijke modaliteiten volgens dewelke men kan oordeelen dat die steun dient verleend.

In België ondernam de « Société nationale pour l'Etude des Transports Aériens » (S. N. E. T. A.) in 1920, bij wijze van proef, de exploitatie van luchtlijnen. Reeds in den Zomer van 1921, leverde het bedrijf der lijnen Brussel-Parijs, Brussel-Londen, Brussel-Amsterdam voortreffelijke uitslagen op, en die lijnen waren nochtans met tamelijk gebrekkige middelen moeten opgericht worden.

Van Augustus 1920 tot Juni 1921 werden zij gesubsidieerd. In 't begin werden premiën verleend aan de « uur-vlucht » of de « kilometer-vlucht » zooals in Frankrijk. Maar met dit stelsel vond de vennootschap geen belang in het verhoogen van het vervoercijfer in reizigers of in goederen : en in den Zomer 1921 werden er dan nog premiën op de ontvangsten bijgevoegd.

Maar, volgens ons, staat dit stelsel bloot aan zware tegenwerpingen. En wij hebben gedacht dat er moest van afgezien worden, mits het tot hiertoe toegepast stelsel te vervangen door dit, ingesteld bij onderhavig ontwerp.

Op te merken dat de *Koning Albert-lijn*, in Congo, noodzakelijk inkomsten heeft, door den Vorst te harer beschikking gesteld, en op het Bijzonder Fonds afgelicht.

III. — SAMENHANG VAN HET ONTWERP

Het ontwerp bestaat hoofdzakelijk in het stichten van eene vennootschap, in de oprichting waarvan de Staat zulk een aanzienlijke plaats inneemt, dat hij op de algemeene vergaderingen over de meerderheid beschikt, terwijl hij zich de medewerking verzekerd van private kapitalen, vooral wegens het geldelijk en vakkundig vermogen, dat die kapitalen aanvoeren, en de administratieve mogelijkheden, die afhangen van den handelsvorm der vereeniging. Het beheer wordt waargenomen door de particuliere belanghebbenden, maar staat onder het nauw toezicht der vertegenwoordigers van den Staat. Deze verleent zijnen waarborg aan de leening voor aankoop van materieel ; hij verschiet het exploitatie-tekort, doch, voor zekerheid der leening, wordt het materieel bezwaard met een voorrecht, en de voorgeschoten sommen

moeten gedeeltelijk terugbetaald worden, vóór alle winstverdeeling. Ten slotte, den dag waarop de zaak, door de vorderingen der wetenschap, winstgevend belooft te worden, trekt de Staat een deel der winsten naar verhouding van de kapitalen die hij belegt, van zijn verleenden steun en van de risico's die hij op zich laadt.

Dit aldus bondig bepaald stelsel biedt u op het stelsel der toelagen, onder meer voordeelen, dit der duurzaamheid : de toelage wordt jaarlijks verleend ; de vennootschap is gesticht voor dertig jaar.

Wij zullen er de werking van in korte woorden uitleggen.

Daar het eene onderneming van nationaal belang geldt, hebben Staat en Kolonie de helft van het kapitaal van 6 miljoen gestort. Op die wijze, wordt de som verminderd die door de banken of de partikulieren moet ingeschreven worden, som, die tamelijk veel jaren lang geen interest zal opbrengen. Staat en Kolonie ontvangen bovendien 17,000 winstaandeelen op 24,000.

Door deze medewerking komt het geldelijk toezicht den Staat ten deel, toezicht, dat anders maar administratief zou geweest zijn, terwijl de vennootschap haar nijverheidskarakter blijft behouden. Alhoewel de Staat slechts een minderheid van beheerders bezit, kan het *veto* van een dezer iederen maatregel doen verwerpen, die strijdig met de belangen van den Staat mocht geoordeeld worden.

Ook in het College van commissarissen is de Staat vertegenwoordigd. Laat er ons, ten laatste, op wijzen dat hij op de vergaderingen der aandeelhouders in meerderheid is.

Het toezicht is dus volstrekt zeker.

Anderzijds, moet de vennootschap, in geval van winst en nadat zij een verkrijgbaren interest van 6 t. h. aan hare bevoorrechte aandeelen (waarvan de Staat de helft bezit) en een gebeurlijk super-dividend van 2 t. h. voor het loopend jaar heeft uitgekeerd, den Staat de overblijvende winst teruggeven, tot beloop van een groot deel der door hem gedane voorschotten.

Bij dit ontwerp wordt de tusschenkomst van den Staat tot jaarlijksche sommen beperkt, voorloopig tot in 1926 vastgesteld ; het bedrag er van werd bepaald, na het gevoelen van bevoegde vakkundigen ingewonnen te hebben.

De vennootschap moet haar vliegmaterieel, dat zeer duur kost, aankopen met de opbrengst der uitgifte van obligatiën, waarvan interest en terugbetaling door den Staat gewaarborgd zijn.

Het scheen nochtans noodzakelijk toe, in zake geldelijke hulp, voor de Kolonie niet dezelfde formule aan te nemen als voor België. In overleg met de Kolonie is de vennootschap voornemens een luchtvaartlijn tusschen Kinshasa, 't is te zeggen den Beneden-Congo, en Katanga tot stand te brengen. Thans is het een zeer lange reis, ongeveer 45 dagen, en het is voordeliger de poststukken over zee tot de Kaap, en van daar met de Rhodessiaansche spoorwegen te verzenden, dan wel door het Congoleesch binnenland. Per vliegtuig zal de reis Kinshasa-Katanga, twee dagen vergen.

Tusschen die twee punten moet de Kolonie jaarlijks verscheidene poststukken en veel reizigers vervoeren ; zij zal dus voor de vennootschap een

goede klant zijn. Het bleek billijk de tusschenkomst te bepalen op grond van de vergelding van de door de luchtlijnen bewezen diensten, en ieder jaar de verschuldigde som te bepalen naar verhouding van de vervoerde tonnenmaat en de afgevlogen kilometers.

De bij de overeenkomst voorziene som van 1,500,000 frank werd berekend met de kosten voor het vervoer, dat de Kolonie nu langs den gewonen weg ten laste valt, op te voeren met 600,000 frank, als vergoeding voor den met het vliegtuig ingewonnen tijd.

Ziedaar, in breede trekken, de samenhang van het wetsontwerp, dat aan uwe beraadslagingen is voorgelegd. Voor België lost het op een nieuwe, bondige en logische wijze, het vraagstuk op der geldelijke tusschenkomst van den Staat in het internationaal luchtverkeer.

De Minister van Landsverdediging,

ALBERT DEVÈZE.

De Minister van Koloniën,

LOUIS FRANCK.



STANDREGELLEN

der Belgische Naamlooze Vennootschap ter exploitatie van het luchtverkeer
(gevoegd bij de wet van

Verschijnenden :

1° De Belgische Staat, vertegenwoordigd door de heeren Ministers van Financiën, van Landsverdediging, van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafien, daartoe behoorlijk gemachtigd bij de wet van

2° De Kolonie van Belgisch Congo, vertegenwoordigd door den heer Minister van Koloniën, eveneens gemachtigd bij hoogervermelde wet van

;

3° De « Société Nationale pour l'Étude des Transports aériens » (S. N. E. T. A.), naamlooze Vennootschap, met maatschappelijke zetel te Brussel, daartoe behoorlijk gemachtigd door hare standregelen, vertegenwoordigd door twee harer beheerders, te weten : de heer Albert Marchal, ingenieur, beheerder aan de « Banque d'Outremer », 23, Schoonzietsstraat, Brussel, en de heer Robert Thys, ingenieur, beheerder aan de « Compagnie du Chemin de Fer du Congo », 53, Paul Lauterstraat, te Brussel.

STANDREGELLEN.

ARTIKEL ÉÉN. — *Benaming.*

Bij onderhavige akte, wordt er eene naamlooze vennootschap opgericht onder den naam van « Belgische Naamlooze Vennootschap ter Exploitatie van het Luchtverkeer » (« Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation aérienne ») (Sabena).

ART. 2. — *Maatschappelijke zetel.*

De maatschappelijke zetel is gevestigd te Brussel, Brederodestraat, n° 13.

Bij behoorlijk bekend gemaakte beslissing van den Beheerraad, mag die zetel overgebracht worden naar iedere andere plaats te Brussel, deze benaming toepasselijk zijnde op al de gemeenten der Brusselsche omgeving.

Bij besluit van den Beheerraad, mag de Maatschappij administratieve zetels, bijhuizen en agentschappen oprichten in België, in de Belgische Congo-kolonie of buiten het land.

ART. 3. — *Doel.*

De Vennootschap heeft ten doel de exploitatie van alle openbare of private, regelmatige of onregelmatige vervoerdiensten met in de lucht voortgedreven toestellen, voor reizigers, levende dieren, koopwaren en poststukken, zoowel binnen de grenzen van het Belgisch grondgebied en van het grond-

gebied der Belgische Congo-kolonie, als tusschen deze grondgebieden en de vreemde landen; de studie, aankoop, het beheer, onderhoud, de exploitatie, verkoop, vervanging, enz., van in de lucht voortgedreven of ander materieel ten behoeve van dit bedrijf; de exploitatie, in de vliegvelden voor de regelmatige luchtlijnen, van de diensten op vasten grond, noodzakelijk voor de behoeften der Vennootschap en, in de mogelijke mate, voor de behoeften der andere Vennootschappen of bijzondere personen, die zich tot haar zouden willen wendē, diensten, die onder andere, begripen : het vervoermaterieel van brand- en smeerstoffen voorzien, de stilgevallen tuigen doen werken, hulpverleening, herstellen en onderhouden van het vervoermaterieel, het vervoer over land, tusschen de vliegvelden en de steden, van reizigers, koopwaren en poststukken; de exploitatie van al de met het eigenlijk vervoer verband houdende diensten, zooals photographie, landkaarttekenen, publiciteit, enz.

De Vennootschap mag alle handels-, nijverheids- of financieerverrichtingen doen die rechtstreeks of onrechtstreeks, geheel of gedeeltelijk, betrekking hebben op haar maatschappelijk doel, zooals hierboven omschreven staat, of die de verwezenlijking ervan zouden kunnen vergemakkelijken of bevorderen.

Zij mag, bij wijziging van de standregelen, hare werking uitbreiden tot alle nijverheids-, burgerlijke of handelsondernemingen, die rechtstreeks of onrechtstreeks, verband houden met of betrekking hebben op de luchtvaart of het luchtverkeer.

Zij mag, maar alleen mits eene bij Koninklijk besluit verleende machtiging, deelnemen aan andere ondernemingen, vereenigingen of vennootschappen met een gelijkaardig of verbandhoudend doel.

ART. 4. — *Duur.*

De Vennootschap is opgericht voor eenen duur van dertig jaar, met ingang van den dag waarop onderhavige akte wordt geteekend.

Zij kan telkens verlengd worden, bij besluit der aandeelhouders, in algemeene vergadering, en mits bij Koninklijk besluit verleende machtiging. Zij kan vroeger ontbonden worden. Zij kan verbodnissen aangaan voor een langeren termijn dan hare duur, maar alleen met bij Koninklijk besluit verleende machtiging.

ART. 5. — *Kapitaal.*

Het maatschappelijk kapitaal is bepaald op de som van 6 millioen, bestaande uit 12.000 bevoorrechte aandelen van ieder 500 frank. Buiten dien worden er 24.000 dividend-aandelen uitgegeven zonder waardebepaling. De uitgekeerde of uitgedelgde bevoorrechte aandelen worden vervangen door ge-otsaandelen met dezelfde rechten en voordelen als de bevoorrechte aandelen behalve dat het eerste betaalbaar dividend van 6 t. h. hun niet zal toegekend worden.

ART. 6. — *Aanbrengsten.*

Bij onderhavige Vennootschap worden onderstaande aanbrengsten gedaan, waarmintrent de inbrengers de verderstaande verklaringen afleggen :

A. — 1^o De Belgische Staat, vertegenwoordigd door den Heer Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen en Telefonen, verleent aan de hier opgerichte Vennootschap, voor gansch haren duur, de uitsluitende vergunning van het vervoer, in België, door de lucht, van de poststukken en -pakketten, zoowel voor het binnenverkeer als voor den internationalen dienst ;

2^o De Kolonie, vertegenwoordigd door den Heer Minister van Koloniën, verleent aan de hier opgerichte Vennootschap, voor gansch haren duur, de uitsluitende vergunning van het vervoer ten laste van de Regeering, met in de lucht voortgedreven toestellen, van de poststukken, postpakketten, reizigers en koopwaren, op al de door die Vennootschap op het grondgebied der Kolonie aangelegde lijnen, zoowel voor het binnenverkeer als voor de internationale diensten.

De voorwaarden van het voor rekening van den Belgischen Staat of van Belgisch Congo te verzekeren luchtvervoer, zullen bij Ministerieele Besluiten vastgesteld worden.

3^o De Belgische Staat machtigt de Vennootschap, bij voorkeur boven andere dan Staatsdiensten, de inrichtingen te lande te gebruiken die de landinrichtingen van de luchtlijnen uitmaken, zooals vliegvelden met toegangswegen, loodsen voor vliegmaterieel, postinrichtingen, toldiensten, die hij in België heeft of later mocht oprichten.

De Kolonie gelast de Vennootschap er mede in Congo, op kosten der Kolonie, de landinrichtingen der lijnen op te richten waarmede de bij artikel 33 vastgestelde laagste ontvangsten zullen overrenkomen. Deze werken moeten door de Vennootschap uitgevoerd worden tegen den kostprijs, tot beloop van 3 miljoen frank. De aldus op kosten der Kolonie opgerichte landinrichtingen blijven haar eigendom.

Het blijft den Staat of de Kolonie echter vrij de afschaffing van zekere bestaande inrichtingen te beslissen, zonder dat de Vennootschap zich daartegen kunne verzetten.

Hoogerstaand gebruik kan niet uitgeoefend worden, indien Staat of Kolonie, om redenen van openbare orde, oordeelen dat het geheel of gedeeltelijk dient verboden.

Het gebruik van de landinrichtingen, in België, dient door de Vennootschap betaald, naar het door den Staat toegepaste tarief. In de Belgische Congo-kolonie zal het kosteloos zijn, maar het onderhoud van de landinrichtingen valt ten laste der Vennootschap.

4^o De Staat stemt erin toe de Vennootschap bij te staan in de mate der verbintenissen, zooals die bij artikelen 10 en 33 voorzien zijn, inzonderheid, voldoende obligatie-leeningen te waarborgen, om de Vennootschap het voor hare exploitaties vereischte vliegmaterieel aan te schaffen. Ter vergelding

van deze aanbrengsten, worden den Belgischen Staat 9.000 dividend-aandeelen zonder waardebepaling toegekend.

5^o De Belgische Congo-kolonie schenkt aan de hier opgerichte Vennootschap uitslagen van door haar gemaakte studiën over het vraagpunt van het vervoer door de lucht in Congo.

Ter vergelding van deze aanbrengsten worden de Kolonie 2.000 dividend-aandeelen zonder waardebepaling toegekend.

B. — De « Société nationale pour l'Etude des Transports Aériens » (S. N. E. T. A.) schenkt aan de hier opgerichte vennootschap uitslagen van door haar gemaakte studiën over het vraagpunt van het vervoer door de lucht zoowel in Congo als in België, hare ervaring opgedaan in handels- en nijverheids-proefnemingen, zooals blijkt uit de bescheiden en oorkonden die zij aan onderhavige vennootschap schenkt, het voordeel van alle overeenkomsten die zij te dier zake met derden mocht hebben gesloten. Ter vergelding van deze aanbrengst worden de S. N. E. T. A., die aanneemt, 1.000 dividend-aandeelen toegekend.

ART. 7. — *Inschrijvingen.*

Op de 12.000 bevoorrechte aandeelen worden door de drie stichters ingeschreven, te weten :

a) de Belgische Staat, vertegenwoordigd door den heer Minister van Landsverdediging, 5.800 aandeelen ;

b) de Kolonie, vertegenwoordigd door den heer Minister van Koloniën, 200 aandeelen ;

c) de « Société pour l'Etude des Transports Aériens », 6.000 aandeelen.

Moesten de Belgische Staat of de Kolonie ophouden aandeelhouder te zijn, door den verkoop van al de aandeelen die hun toegekend zijn, dan zouden al de bepalingen van onderhavige standregelen die afwijken van het gemeen recht inzake naamloze vennootschap, vervallen.

Aan de inschrijvers op de bevoorrechte aandeelen worden twaalf duizend dividend-aandeelen toegekend, titel voor titel.

Op ieder van die bevoorrechte aandeelen werd er, in 't bijzijn van den notaris en de van ondergeteekende getuigen, op rekening en ten bate van de vennootschap, eene storting van 40 t. h., dus samen de som van 2.400.000 frank gedaan in handen van de « Banque d'Outremer » die bekend.

De latere stortingen op deze aandeelen zullen vastgesteld worden door den Beheerraad, die datum en bedrag er van zal bepalen.

De aandeelhouder die, nadat hij daartoe 15 dagen op voorhand, bij aange-teekenden brief, werd aanzocht, nog niet aan deze verplichting heeft voldaan, is de vennootschap eenen interest verschuldigd, berekend tegen zes ten honderd per jaar, vanaf den dag waarop de storting eischbaar was.

De Beheerraad kan bovendien, na een tweede ééne maand lang zonder uitslag gebleven waarschuwing, den aandeelhouder vervallen verklaren, en zijne titels op de Beurs laten verkoopen, onverminderd het recht om van hem de nog verschuldigde som en, desgevallend, schadevergoeding te eischen.

De Beheerraad kan de aandeelhouders ertoe machtigen hunne titels op voorhand te volstorten. In dit geval, bepaalt hij de voorwaarden waartegen de vervroegde stortingen aangenomen worden.

ART. 8. — *Verhooging en vermindering van het kapitaal.*

Het maatschappelijk kapitaal kan verhoogd of verminderd worden bij beslissing der algemeene vergadering der aandeelhouders, die op de voor de wijzigingen van de statuten vereischte wijze beraadslagen. In al de gevallen van kapitaalsverhooging, anders dan door samensmelting of aanbrenghst in natura, zal de Beheerraad de voorwaarden en den prijs van uitgifte bepalen.

Behalve in 't geval van strijdige beslissing van de algemeene vergadering der aandeelhouders, worden de nieuwe aandeeien, waarop tegen geldwaarden dient ingeschreven, bij voorkeur aangeboden aan de houders van bevoorrechte aandeeien, naar verhouding van het aantal hunner titels. De Beheerraad bepaalt de voorwaarden en den prijs waartegen de nieuwe aandeeien aldus bij voorkeur worden aangeboden en den termijn waarbinnen de aandeelhouders over het gebruik van hun voorkeurrecht beschied hoeven te geven.

Hij beslist of het volle of gedeeltelijk niet-gebruik, vanwege sommige aandeelhouders, van dit voorkeurrecht al dan niet voor gevolg zal hebben het evenredig aandeel der andere aandeelhouders te vergrooten.

ART. 9. — *Form der aandeeien. — Overdracht.*

Al de bevoorrechte en dividend-aandeeien blijven op naam totdat de Beheerraad machtiging geeft ze geheel of gedeeltelijk om te zetten in titels aan toonder, met dien verstande dat al de aandeelhouders dan op gelijken voet zullen behandeld worden.

Geen aandeel op naam mag overgedragen worden, tenzij krachtens een voor elke overdracht bijzondere bestissing van den Beheerraad, en ten voordeele van eenen door hem aan te nemen kooper. De koopers mogen geen andere zijn dan Belgische rechtspersoonlijkheden of lichamelijke personen van Belgische nationaliteit.

ART. 10. — *Obligaties.*

De vennootschap mag met toelating van den Heer Minister van Financiën, pandobligaties of andere obligaties uitgeven met door den Staat gewaarborgden rente- en uitkeeringsdienst.

De opbrengst van de uitgifte der obligaties, die aldus gewaarborgd zijn, dient voorbehouden aan den aankoop van vliegt toestellen ten behoeve van de exploitatie, evenals aan de gewone aanvankelijke bevoorrading in losse stukken voor die toestellen.

Type, prijs, rentevoet, wijze en datum van uitkeering, evenals als alle andere voorwaarden van uitgifte van door den Staat gewaarborgde obliga-

ties, worden door den Beheerraad vastgesteld, in overleg met den Minister van Financiën.

Bij toepassing van de wet ter machtiging tot het stichten van onderhavige vennootschap, z. l. het vliegmaterieel der vennootschap bij voorrecht als waarborg dienen van de uitkeering der door den Staat gewaarborgde obligaties. De schuldvordering van den Staat zal raag nemen na die voorzien bij de 1^o, 2^o en 3^o van artikel 19 der hypothecaire wet van 16 December 1831.

De Beheerraad zal type, prijs, rentevoet, wijze en datum van uitkeering, evenals alle andere voorwaarden van uitgifte der niet door den Staat gewaarborgde obligaties bepalen.

ART. 11. — *Beheerraad.*

De Vennootschap wordt beheerd door eenen Raad van twaalf leden, vennoten of niet, van Belgische nationaliteit, voor eenen termijn van ten hoogste zes jaar benoemd, en altijd afzetbaar, door de algemeene vergadering der aandeelhouders.

Door de vergadering worden benoemd twee beheerders, op voorstel van den Minister van Landsverdediging, een anderen, op voorstel van den Minister van Financiën, en een vierden, op voorstel van den Minister van Koloniën. De andere beheerders worden door de vergadering aangewezen op voorstel van de andere aandeelhouders dan Staat en Kolonie. De benoeming van deze laatste beheerders moet echter door den Minister van Landsverdediging goedgekeurd worden.

De eerste beheerders blijven in dienst tot na de gewone algemeene vergadering van 1928, die hen opnieuw zal verkiezen of, desgevallend, vervangen.

Van dan af, treden er ieder jaar twee beheerders uit den Raad, zóó dat geen lid zijn mandaat langer dan zes jaar uitoefent. De eerste uittreedende beheerders zullen door het lot aangewezen worden. De uittreedende leden zijn herkiesbaar.

De op voorstel van Staat en Kolonie benoemde beheerders, die de vergadering bijwonen, mogen alleen of samen een schorsend veto stellen tegen iedere beslissing van den Beheerraad, wanneer zij deze beslissing strijdig oordeelen met de militaire noodwendigheden of met de belangen van den Staat of der Kolonie, in hunne betrekkingen tot de werkzaamheden der Vennootschap. De uitoefening van dit recht van veto schorst de uitwerkingen van de beslissing van den Beheerraad. Alleen de Belgische Staat of de Kolonie, vertegenwoordigd door den heer Minister van Landsverdediging of door den heer Minister van Koloniën, kan dit veto opheffen.

ART. 12. — *Afgevaardigden.*

Buiten de op voorstel van Staat of Kolonie benoemde beheerders, mogen deze eersten elk één of twee afgevaardigden benoemen, die opgeroepen worden en toegang hebben tot al de vergaderingen van den Beheerraad of

het bestendig Comité, evenals tot de algemeene vergaderingen der aandeelhouders en de beraadslagingen bijwonen, doch alleen met raadgevende stem. In zake aangelegenheden der Vennootschap, zijn zij tot het beroepsgeheim gehouden, behalve jegens den Staat.

ART. 13. — *Bestuur.*

De Beheerraad kiest uit die zijner leden, welke den Belgischen Staat of de Kolonie niet vertegenwoordigen, een voorzitter en een afgevaardigde-beheerder.

Hij mag een ondervoorzitter kiezen.

Het ambt van voorzitter, ondervoorzitter en afgevaardigde-beheerder mag gecumuleerd worden.

De Raad mag onder zijne leden een bestendig comité benoemen bestaande uit een door den Minister van Landsverdediging aangewezen beheerder, den op voorstel van den Minister van Koloniën benoemden beheerder, en drie der beheerders, benoemd op voorstel der aandeelhouders, andere dan Staat en Kolonie.

Dit Comité heeft voor opdracht de beslissingen van den Beheerraad voor te bereiden, namelijk in zake techniek, zonder dat het den Raad kan vervangen in de uitoefening der macht die onderhavige standregelen hem verleen.

De Raad mag de leiding van 't geheel, van dit of dat gedeelte of van die of gene bijzondere vertrekking der maatschappelijke aangelegenheden toevertrouwen aan één of meer bestuurders, gekozen uit of buiten zijne leden, vennoten of niet-vennoten.

Hij mag op 't even welken gevolmachtigde een bepaalde bijzondere macht overdragen.

Hij bepaalt de macht, de bevoegdheden, de bezoldigingen of vergoedingen der in voorgaand lid vermelde personen, die hij ten allen tijde kan afzetten.

ART. 14. — *Vertegenwoordiging.*

De vennootschap mag zich in de Belgische Congo-kolonie en in den vreemde laten vertegenwoordigen hetzij door een harer beheerders, hetzij door een bestuurder, hetzij door om 't even welken daartoe door den Beheerraad bijzonder aangestelden persoon.

Deze afgevaardigde is belast, onder de leiding en het toezicht van den Beheerraad of der gebeurlijk door dezen laatste aangewezen personen, de belangen der vennootschap te vertegenwoordigen bij de overheden der Congo-Kolonie of bij de vreemde overheden, en al de beslissingen van den Beheerraad uit te voeren, die in deze landen uitwerksel moeten hebben.

ART. 15. — *Bijeenroeping van den Raad.*

De Beheerraad vergadert op bijeenroeping en onder voorzitterschap van zijnen voorzitter of, zoo deze belet is, van den ondervoorzitter of een door zijne collega's aangewezen beheerder, telkens het belang der vennootschap zulks vereischt en telkens ten minste drie beheerders het aanvragen.

ART. 16. — Beraadslagingen van den Raad.

Behalve het geval van overmacht, wegens oorlog, werksaking of andere openbare ramp, kan de Beheerraad alleen dan geldig beraadslagen en beslissen, wanneer ten minste twee der op voorstel van Staat of Kolonie benoemde beheerders, en ten minste drie der andere beheerders aanwezig of vertegenwoordigd zijn.

Ieder belet of afwezig beheerder mag per brief of draadbericht een zijner collega's uit den Raad volmacht geven, hem op de vergaderingen van den Raad te vertegenwoordigen en er in zijne plaats te stemmen. In die gevallen, wordt de volmachtgever, in opzicht van stemming, als aanwezig aanzien. Geen afgevaardigde mag echter meer dan één beheerder op die wijze vertegenwoordigen.

Eveneens kan ieder belet of afwezig beheerder, doch alleen ingeval ten minste de helft der raadsleden in eigen persoon aanwezig zijn, zijne meening uitdrukken en zijne stem uitbrengen per brief of draadbericht.

Het recht bij de twee voorgaande alinea's aan de beheerders gegeven, is ook verleend aan de commissarissen voor de zittingen van den Algemeenen Raad.

Iedere beslissing van den Raad wordt genomen bij volstrekte meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen, is de stem van den voorzitter der vergadering overwegend.

Moesten in ééne zitting van den Raad waar de vereischte meerderheid aanwezig is om geldig te beraadslagen, één of meer beheerders zich onthouden, krachtens artikel 10 der samengeordende wetten op de handelsvennootschappen, dan worden de beslissingen geldig genomen bij meerderheid der andere raadsleden, behoudens wat voorzien is in artikel 11 over het recht van veto, dat de op voorstel van den Staat benoemde beheerders kunnen uitoefenen.

ART. 17. — Processen-verbaal.

Van de beraadslagingen van den beheerraad worden processen-verbaal opgemaakt, die in een bijzonder register ingeschreven worden. De volmachten evenals de per brief of draadbericht uitgebrachte meeningen en stemmen worden erbij gevoegd. Deze processen-verbaal worden onderteekend door al de raadsleden, die op de vergadering aanwezig zijn. De in rechte of elders over te leggen afschriften of uittreksels worden onderteekend door den voorzitter of door twee raadsleden.

ART. 18. — Macht van den Raad.

De Beheerraad is bekleed met de meest uitgebreide macht om op te treden in alle aangelegenheden van beheer of beschikking, die de Vennootschap aangaan.

Al de handelingen die niet uitdrukkelijk door de wet of bij onderhavige standregelen voorbehouden zijn aan de algemeene vergadering of aan den Algemeenen Raad, vallen in zijne bevoegdheid. Hij is inzonderheid bevoegd

om uit eigen gezag al de verrichtingen te beslissen die tot het maatschappelijk doel behooren, zooals alle aanbregsten, afstand, inschrijvingen, geldschietingen, associaties, geldelijke deelneming of tusschenkomst betreffende deze verrichtingen.

Hij mag, onder meer, alle sommen en waarden ontvangen, alle roerende en onroerende goederen huren, verhuren of onderverhuren, aankopen, vervreemden of ruilen; alle om 't even welke vergunningen koopen, exploiteeren, verpachten of afstaan; alle fabrieksmerken, alle brevetten of brevetvergunningen koopen, exploiteeren of afstaan; alle leeningen aangaan, onder voorbehoud der bij artikel 10 bepaalde voorwaarden, alle bankcredieten bekomen; geld uitleenen, alle panden waarborgen en hypotheeken geven en aanvaarden met voorwaarde van onmiddellijke uitvoerbaarheid; verzaken aan alle zakelijke rechten; voorrechten en vernietigende rechtsvorderingen; handlichting verleen en aan alle bevoorrechte of pandrechtelijke inschrijving, overschrijving, beslaglegging, verzet en alle andere beletsels; ontslaan van alle ambtshalve genomen inschrijving, alles vóór of na betaling; onderhandelen, pleiten als eischer en als verweerder, een vergelijk treffen en eene scheidsrechterlijke beslissing inroepen; het gebruik der reserve- of uitgetrokken fondsen regelen. De bovenstaande opsomming is verklarend en niet beperkend.

Ook is het de Beheerraad die, behoudens overgedragen volmacht, de bedienden, beambten en bezoldigden der Vennootschap, benoemt en afdankt, hunne bevoegdheden vaststelt, hunne wedde, bijwinsten en, desgevallend, hunnen borgtocht bepaalt.

ART. 19. — *Vertegenwo*

De rechtsvorderingen worden namens de Vennootschap gevolgd, als eischer en als verweerder, door den Beheerraad op vervolging en benaastiging van zijnen Voorzitter of van den daartoe afgevaardigden beheerder.

In de landen waar de Vennootschap een officieelen afgevaardigde heeft, worden de rechtsvorderingen gevolgd door of tegen deze laatste.

ART. 20. — *College van Commissarissen.*

De verrichtingen der Vennootschap staan onder toezicht van vijf commissarissen van Belgische nationaliteit, vennooten of niet. Drie er van worden benoemd door de algemeene vergadering der aandeelhouders, op voorstel der andere aandeelhouders, dan de Belgische Staat of Kolonie. De twee andere worden benoemd op voorstel der Ministers van Financiën en van Koloniën.

Zij worden benoemd voor zes jaar en kunnen afgezet worden door de algemeene vergadering. De nieuwe commissarissen worden benoemd krachtens eene bij loting bepaalde toerbeurt.

ART. 21. — *Borgtochten.*

Ieder beheerder verpand tot waarborg der uitvoering van zijn mandaat twintig aandeelen. Ieder commissaris stort tien aandeelen als borgtocht.

ART. 22. — Vergoedingen.

De algemeene vergadering kan aan de beheerders, aan de commissarissen, evenals aan de afgevaardigden van Staat en Kolonie, eene vergoeding toekennen op rekening der algemeene onkosten. De Beheerraad mag aan de met bijzondere dienst of opdrachten belaste beheerders en commissarissen, vergoedingen op de algemeene onkosten toestaan.

ART. 23. — Handteekens.

Alle akten die de vennootschap binden, alle geloofsbrieven en volmachten, bij gebrek aan eene door een bijzondere beraadslaging van den Beheerraad gegeven opdracht, worden onderteekend door twee beheerders, die tegenover derden geen bewijs moeten leveren van eene voorafgaande beslissing van den Raad.

De akten betreffende de uitvoering der besluiten van den Beheerraad, waar een openbaar ambtenaar of een ministerieel beambte zijn hulp toe verleent, vooral de akten van verkoop, aankoop of ruiling van onroerend goed, de akten van oprichting van burgerlijke of handelsvennootschappen, de processen-verbaal over vergaderingen dezer vennootschappen, de handelingen met of zonder betaling, onder verzaking aan alle wezenlijke rechten, voorrechten en vernietigende rechtsvorderingen en de geloofsbrieven en volmachten betreffende deze akten, worden geldig onderteekend door twee beheerders die, tegenover derden, geen bewijs moeten leveren van eene voorafgaande beslissing van den Raad.

In de bijhuizen en agentschappen, en behoudens het geval waarin de Beheerraad uitdrukkelijk volmacht verleent aan een der bestuurders, agenten of gevolmachtigden, om alleen te onderteekenen, worden al de akten waaruit afdoening of verbintenis blijken, onderteekend door een bestuurder en een gevolmachtigde of door twee gevolmachtigden.

De vennootschap is maar gebonden en de akten die in haren naam onderschreven worden, zijn alleen geldig, wanneer zij de bij onderhavig artikel voorgeschreven handteekens dragen.

ART. 24. — Algemeene vergaderingen.

De regelmatig belegde algemeene vergadering vertegenwoordigt al de aandeelhouders te zamen. Hare regelmatig genomen beslissingen zijn bindend voor allen, ook voor de afwezigen, onbekwamen en afgescheidenen. Zij vergadert van rechtswege den 1^{en} October en, voor de eerste maal, in negentien honderd vier-en-twintig (1924), te 10 1/2 ure 's morgens, te Brussel, of in eene gemeente der Brusselsche omgeving, op de in den oproepingsbrief aangewezen plaats. Valt de 1^{ste} October op een wettelijken feestdag, dan wordt de algemeene vergadering den volgende werkdag gehouden.

De buitengewone algemeene vergaderingen worden ook gehouden te Brussel, of in eene gemeente der Brusselsche omgeving, op de in de oproepingsberichten aangewezen plaatsen.

ART. 25. — Toelating tot de vergaderingen.

De houders van aandeeleu op naam worden tot de vergaderingen toegelaten tegen bewijs hunner eenzelvigheid; de houders van aandeeleu aan toonder moeten vijf dagen vóór de zitting hunne titels neerleggen in een der in de oproepingsbrieven aangewezen inrichtingen. De overdracht van aandeeleu op naam blijft tijdens de veertien dagen vóór de vergadering geschorst.

ART. 26. — Vertegenwoordiging op de vergaderingen.

Ieder aandeelhouder mag zich op de algemeene vergadering laten vertegenwoordigen door een bijzonder gevolmachtigde, op voorwaarde dat deze zelf aandeelhouder weze en het recht heeft de vergadering bij te wonen. De minderjarigen, de ontzegden, de handelsvennootschappen mogen zich, echter, laten vertegenwoordigen door een gevolmachtigde die geen aandeelhouder is, en de gehuwde vrouw mag door haren echtgenoot vertegenwoordigd zijn.

ART. 27. — Volmacht.

De Beheerraad mag de formule der volmachten bepalen en eischen dat zij ten minste vijf volle dagen vóór de vergadering, op de door hem aangewezen plaats ingediend worden. De mede-eigenaars, de vruchtgebruikers en bezitters van naakten eigendom, de schuldeischers, de pandschuldenaars moeten zich onderscheidenlijk door één en zelfden persoon laten vertegenwoordigen.

ART. 28. — Bureel der vergaderingen.

Elke algemeene vergadering van aandeel- of obligatiehouders wordt voorgezeten door den voorzitter van den Beheerraad, of, bij diens afwezigheid, door den ondervoorzitter of een daartoe door zijne collega's afgevaardigden bebeerder. De andere aanwezige leden van den Beheerraad vormen mede het bureel.

De Voorzitter duidt den Secretaris aan. De vergadering kiest onder hare leden twee stemopnemers.

ART. 29. — Stemrecht.

Op de algemeene vergadering geeft eik bevoorrecht dividend-aandeel recht op ééne stem. In afwijking van de tweede paragraaf van artikel 74 der samengeordende wetten op de handelsvennootschappen, en zoolang de Staat aandeelhouder is, mag ieder aandeelhouder aan de stemming deelnemen naar verhouding van het aantal bevoorrechte aandeeleu en dividend-aandeeleu, waarvan hij bewijst houder te zijn. Welk ook het aantal op de vergadering vertegenwoordigde aandeeleu weze, worden de beslissingen getroffen bij volstrekte meerderheid der stemmen, die bij de stemming worden uitgebracht, behoudens de door de wet op de Handelsvennootschappen voorziene bijzondere gevallen. Ingeval van staking van stemmen,

is die van den Voorzitter overwegend. De stemming geschiedt bij opgestoken handen of bij naamafrorping, tenzij de vergadering er anders over beslisse.

Ingeval van benoeming, en indien geen enkel candidat de volstrekte meerheid bekomt, wordt er overg'stemd onder de kandidaten die de meeste stemmen hebben behaald. Ingeval van staking bij deze herstemming, is de jongste candidaat gekozen.

ART. 30. — *Processen-verbaal.*

De in rechte of elders over te leggen afschriften en uittreksels van processen-verbaal over de algemeene vergaderingen, worden onderteekend door den voorzitter of door twee leden van den Beheerraad.

ART. 31. — *Wijziging aan de statuten.*

Alle wijziging aan de beschikkingen van geldelijken of wettelijken aard, der onderhavige standregelen, moet toegestaan of goedgekeurd worden bij eene wet. De andere wijzigingen aan de standregelen moeten goedgekeurd worden bij Koninklijk besluit.

ART. 32. — *Balans.*

Het maatschappelijk dienstjaar gaat in op eersten Januari en sluit den 31st December van ieder jaar. Het eerste maatschappelijk dienstjaar omvat, echter, heel den tijd tusschen den datum van deze akte en 31 December 1925.

De Beheerraad heeft de meest volstrekte vrijheid voor de schatting, in de balans, van de schuldvorderingen en andere roerende en onroerende waarden waaruit het maatschappelijk bezit bestaat. Hij doet deze schattingen op de volgens hem best gepaste wijze voor het goed beheer der zaken, de stevigheid en de toekomst der vennootschap.

ART. 33. — *Geldelijke ondersteuning van wege Staat en Kolonie.*

De hier opgerichte vennootschap moet bij voorrecht, voor de Regeering en voor de verschillende besturen der Kolonie, het vervoer verzekeren tot beloop van vijf en veertig duizend vijf honderd ton-kilometer, voor ieder der jaren 1925 tot 1927 inbegrepen, in minstens zeventien reizen per jaar in elke richting.

Om de maand zal de Kolonie aan de vennootschap den prijs van dit vervoer betalen, volgens tarieven, overeen te komen tusschen de Vennootschap en den Minister van Koloniën, zoodat de ontvangst der Vennootschap wegens dit vervoer en voor bovenstaande tonnenmaat, voor elk der bovengemelde jaren 1.500.000 frank bedraagt. Moesten de afgelegde reizen in 't jaar het bovengemeld cijfer niet bereiken, dan zou de som van 1.500.000 in verhouding verminderd worden.

De som van 1.500.000 frank vertegenwoordigt een door de Kolonie aan de Vennootschap gewaarborgd minimum, zonder echter, dat de Kolonie gehou-

den weze, aan de Vennootschap eene hoogere som te betalen, zoolang de jaarlijksche 45,500 ton-kilometer niet overtroffen worden. Deze gewaarborgde ontvangst wordt, echter, verminderd met de door derden bezorgte ontvangst, naar verhouding van het vervoer boven het aantal ton-kilometer die beschikbaar blijven op het totaal vervoervermogen der vliegtuigen, na aftrek der bovenstaande 45.500 ton-kilometer, 't is te zeggen door de derden die de Kolonie zouden vervangen, eens dat het volle vrachtvermogen der toestellen zou verzekerd zijn door andere klanten dan de Kolonie, ingeval de Kolonie de haar voorbehouden volle tonnenmaat niet moest gebruiken.

Iedere maand wordt er door den Beheerraad eene voorloopige winst- en verliesrekening opgemaakt. Indien deze rekening met een tekort sluit, zal de Staat, vertegenwoordigd door den Heer Minister van Landsverdediging, aan de hier opgerichte Vennootschap een som betalen, gelijk aan dit tekort en zulks binnen de volgende palen: het totaal der aldus door den Staat gestorte sommen mag den verplichten gewaarborgden last die op den Staat drukt, overeenkomstig artikel 10, niet verder overtreffen dan per jaar bepaalde sommen :

Voor 1923	fr.	2,400,000
— 1924		3,100,000
— 1925		3,100,000
— 1926		3,100,000
— 1927		3,100,000

Op 't einde van het dienstjaar wordt er eene afrekening uitgewerkt. Het overschot der door den Staat gestorte sommen om het werkelijk tekort te dekken, moet hem onmiddellijk terugbetaald worden. Anderzijds, en in gebeurlijk geval, vult de Staat deze stortingen aan, binnen de hierboven vastgestelde palen en tot beloop van het volle verlies tijdens het dienstjaar. Van het definitief bedrag der Staatsstortingen voor ieder dienstjaar, worden afgetrokken : de kosten voor vernieuwing van het vliegmaterieel, evenals de onkosten voor de door den Staat, overeenkomstig artikel 10, gewaarborgde leeningen « onkosten voor uitgifte, interest, uitdelging », doch, eerst worden die leeningsonkosten afgetrokken van het bedrag der bankinteresten van het niet aangewend gedeelte van de opbrengst der leeningen. Het volle overschot wordt op de balans ingeschreven als eenvoudige orderrekening, onder de hoofding « Statutaire rekening Staat ». Die rekening wordt door de latere winsten afgelost, naar luid van artikel 34.

De vernieuwingskosten, waarvan de aftrek bij voorgaande paragraaf is voorzien, worden op een vaste som bepaald, binnen de grenzen der hierboven bij onderhavig artikel vermelde sommen. Voor de jaren 1923 tot 1927 worden die kosten voor het begin van ieder maatschappelijk dienstjaar en voor dat dienstjaar, bepaald door den Minister van Landsverdediging, na advies eener commissie, bestaande uit twee Staatsafgevaardigden en één afgevaardigde der Vennootschap, op grond der volgende formules :

a) voor de vernieuwing van volledige vliegtuigtoestellen, uit oorzaak van nor-

male sleet, een bedrag *a* ten honderd van den koopprijs van het beschouwd vliegtuig en van zijn eersten voorraad wisselstukken per vluchtuur;

b) voor voorbarige vernieuwingen om allerlei redenen : ongeval, herziening, enz..., een bedrag *b* ten honderd der koopwaarde van het gezamenlijk vliegmaterieel, aangekocht met de opbrengst der obligaties-nitgiften, bedoeld in artikel 10, na aftrek der waarde van den voorraad met die opbrengst aangeschafte wisselstukken.

Voor het dienstjaar 1923, zijn de bovenstaande bedragen *a* en *b* onderscheidenlijk op één derde en op drie-en-dertig ten honderd bepaald.

In den loop van het eerste halfjaar 1927, zullen de Kamers, zoo voor het vervoer in Congo als voor de dekking van het jaarlijksch tekort, de nieuwe grenzen der getelrijke tusschenkomst van Staat en Kolonie bepalen, voor een nieuwen termijn van vijf jaar, met inachtneming van de technische omstandigheden van het oogenblik, evenals met de officieel bekende exploitatieuitslagen van verscheidene Belgische of vreemde vennootschappen voor vervoer door de lucht.

Nadien zullen er over termijnen van vijf jaar nieuwe ramingen opgemaakt worden, in den loop der zes eerste maanden van het jaar, voor iederen beschouwd termijn.

ART. 34. — *Verdeeling.*

Het batig slot der balans, na aftrek der algemeene onkosten, maatschappelijke lasten, begiftinging van een maatschappelijk voorzorgsfonds en noodzakelijke aflossingen, geeft de zuivere winst.

Van deze winst worden afgetrokken :

a) 5 t. h. om het wettelijk reserve-fonds samen te stellen, totdat dit fonds het tiende van het maatschappelijk kapitaal bereikt ;

b) De noodige som om ieder volstort bevoorrecht aandeel een eerste winstaandeel van 50 frank, en ieder niet volstort bevoorrecht aandeel hetzelfde winstaandeel uit te keeren, maar verminderd naar verhouding van het afgelost bedrag ; dit eerste dividend is herkrijgbaar, 't is te zeggen, moest de winst van een dienstjaar ontoereikend zijn om het uit te keeren, dat de daartoe noodige som, vóór alle andere bestemming dan het wettelijk reserve-fonds, zou afgelicht worden op de zuivere winst der volgende dienstjaren.

Het beschikbaar overschot wordt verdeeld te weten :

a) 10 t. h. aan den Beheerraad, die ze onder zijne leden verdeelt, in verhouding van twee aandeele voor den voorzitter, den gevolmachtigde-beheerder en de leden van het bestendig comiteit, zonder dat iemand twee dubbele aandeele kunne trekken ;

b) De noodige som om iederen commissaris een aandeel uit te keeren, gelijk aan het derde van het enkel aandeel der beheerders ;

c) De noodige som om ieder volstort bevoorrecht aandeel een tweede winstaandeel van 10 frank, en ieder niet volstort bevoorrecht aandeel hetzelfde winstaandeel uit te keeren, verminderd naar verhouding van het afbetaald bedrag ;

d) 5 t. h. om ter beschikking van den Beheerraad te worden gesteld voor gratificaties aan het personeel, zonder dat onderhavige beschikking als recht kunne gelden.

Het saldo komt den Belgischen Staat ten goede tot beloop van de krachtens artikel 33 op de « Statutaire Rekening Staat » ingeschreven sommen. Nadat die rekening afgelost is, wordt het saldo gelijkmatig over al de dividend-aandeelen verdeeld. De Beheerraad kan, echter, aan de algemeene vergadering voorstellen op dit laatste saldo eerst een eerste aflichting te doen voor de uitdelings-, buitengewone reserve- of vooruitzichtsfondsen.

ART. 55. — *Winsttaandeelen.*

De winstaandeelen worden uitbetaald op plaats en datum door den Beheerraad te bepalen.

Al de winstaandeelen, die binnen de vijf jaar van hunne eischbaarheid nog niet opgeëischt zijn, verjaren en blijven de vennootschap ten goede. Zij worden in het wettelijk reserve-fonds gestort.

ART. 56. — *Vervroegde ontbinding.*

De vervroegde ontbinding der vennootschap is onderworpen aan eene machtiging of goedkeuring bij eene wet. Deze machtiging of goedkeuring behoeft echter, niet noodzakelijk in de volgende gevallen, waarin hetzij de Staat, hetzij de andere aandeelhouders, de ontbinding kunnen eischen :

1° Weigering, door de Wetgevende Kamers, de ter uitvoering van artikel 33 noodzakelijke credieten te verleen;

2° Beperking van de bewapening waarbij het vliegwezen afgeschaft wordt;

3° Mobilisatie van het leger, wegens staat van oorlog.

ART. 57. — *Vervroegde vereffening.*

In de bij het 1° en 2° van artikel 56 voorziene gevallen van vervroegde ontbinding, kunnen de andere aandeelhouders dan de Staat eischen dat deze laatste het volle vermogen en tevens al de lasten der Vennootschap, met inbegrip van de vereffeningsonkosten, overneme. In dit geval betaalt de Staat terug : het onafgelost volstort bedrag der bevoorrechte aandelen, desgevallend verhoogd met de herkrijgbare winstaandeelen der drie laatste maatschappelijke dienstjaren, en met den interest tegen 6 t. h. 's jaars, vanaf den datum der laatste balans.

ART. 58. — *Vereffening.*

In al de, overeenkomstig artikel 56, niet door den Belgischen Staat uitgelokte gevallen van ontbinding, evenals in de gevallen, waarin de andere aandeelhouders dan de Belgische Staat, geen gebruik mochten maken van het hun bij artikel 57 toegekend recht, duidt de algemeene vergadering der aandeelhouders den of de vereffenaars aan, bepaalt hunne bevoegdheid en

hun eereloon, en stelt de vereffeningswijze vast. In dezelfde gevallen en nadat al de schulden en lasten afbetaald zijn, dient het zuiver batig slot vooreerst om het onafgeloost volstort bedrag der bevoorrechte aandelen in geld of in titels uit te betalen.

Zijn al deze aandelen niet evenmatig volstort, dan moeten de vereffeners, vooraleer tot de bij voorgaand lid voorziene verdeeling over te gaan, met die verschillende toestanden rekening houden, en het evenwicht herstellen, met al de aandelen op een voet van volstrekte gelijkheid te stellen, hetzij door geld bij te vragen ten laste van de ontoereikend volstorte titels, hetzij door voorafgaande terugbetalingen, in geld of in titels, ten laste van de in grootere verhouding volstorte titels.

Het beschikbaar overschot word verdeeld, te weten :

1^o De, in voorkomend geval noodzakelijke som om de bevoorrechte aandelen het eerste, bij artikel 54 bepaald verkrijgbaar winstaandeel uit te betalen, tot beloop van de som, welke *pro rata temporis* aan deze aandelen verschuldigd blijft, tot wanneer de vennootschap ontbonden wordt ;

2^o Vijf ten honderd om ter beschikking van den Beheerraad te worden gesteld voor gratificaties aan het personeel, zonder dat onderhavige beschikking als recht kunne gelden.

Het gebeurlijk saldo komt den Belgischen Staat ten goede tot beloop van het overschot, ingeschreven op de bij artikel 55 voorziene « Statutaire rekening Staat ». Het overschot van dit saldo wordt over al de dividend-aandelen verdeeld.

ART. 39. — *Keuze van woonplaats.*

Voor de uitvoering van onderhavige standregelen, kiest ieder aandeelhouder, beheerder of commissaris, bij deze, woonplaats ten maatschappelijken zetel, waar alle mededeelingen, aanmaningen, dagvaardigingen of beteekeningen hem geldig kunnen gedaan worden.

ART. 40. — *Overgangsbepaling.*

In eene onmiddellijk na de oprichting der Vennootschap belegde algemeene vergadering, zonder bijeenroeping, noch voorafgaande dagorde, worden de beheerders en de commissarissen voor de eerste maal benoemd, hun loon bepaald, en die vergadering mag, binnen de palen der standregelen, over alle andere aangelegenheden uitspraak doen.

ART. 41. — *Onkosten.*

De partijen verklaren dat het beloop der onkosten, uitgaven, vergeldingen of lasten, onder eender welken vorm, die op de Vennootschap rusten of te

haren laste vallen, wegens hare oprichting, benaderend de som van tachtig duizend frank bedraagt.

Opgemaakt in afschriften, te Brussel, den 1922.

De Minister van Financiën,

De Minister van Landsverdediging, .

De Minister van Koloniën,

De Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen,

Nationale Vennootschap ter Studie van het vervoer door de Lucht,
(Société Nationale pour l'Etude des Transports Aériens).

Twec beheerders,

